

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG

4 ROUTE DU RHIN
67630 LAUTERBOURG

Références : 0006700090/EM/CE
Code AIOT : 0006700090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG implanté RUECKEN EPFRICH (site n° 2) - ZERC1 - 67630 LAUTERBOURG. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi des installations, dans le but de vérifier les prescriptions applicables à l'installation : arrêté préfectoral d'autorisation du 28/02/2012 & arrêté préfectoral complémentaire du 16/04/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG
- RUECKEN EPFRICH (site n° 2) - ZERC1 - 67630 LAUTERBOURG
- Code AIOT : 0006700090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière d'extraction de matériaux alluvionnaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, articles 1 et 2	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, articles 17 et 18	Sans objet
3	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 16/04/2024, article 3	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 28.2	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 28	Sans objet
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 16	Sans objet
7	Déchets inertes d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 25.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
9	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 29.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité notable.

L'inspection demande à l'exploitant la transmission du document suivant dans un délai d'un mois :
- de l'acte de cautionnement actualisé.

Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, articles 1 et 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. 2510 - 1 tonnage Tonnage maximal annuel : 683 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 455 000 tonnes 2. L'autorisation d'exploitation de la carrière, est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a donné ses résultats d'extraction 2023. Ces résultats n'appellent pas d'observation de l'inspection. Il est cependant souhaité que ces résultats soient correctement reportés dans GEREPA à l'avenir. L'autorisation est, selon l'arrêté préfectoral du 28/02/2012, échue début 2027. L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet à venir courant 2025 de demande de renouvellement de son autorisation pour une durée de 30 ans. L'inspection encourage l'exploitant à établir et maintenir des échanges en phase amont de ce projet afin d'assurer la complétude et la recevabilité du dossier qui sera présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, articles 17 et 18
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : 17. Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1000e 18. Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé au 26/03/2024. Il comporte la totalité des éléments imposés par l'article susvisé.</p> <p>Le plan présenté n'appelle pas d'observation de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Garanties Financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties Financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant actualise le montant des garanties financières et transmet à l'inspection l'acte de cautionnement dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, l'actualisation de l'acte de cautionnement prescrit par l'arrêté préfectoral du 16/04/2024 n'a pas été présenté.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le nécessaire sera fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection le montant des garanties financières actualisé ainsi que l'acte de cautionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 28.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle de la nappe phréatique sera réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au 1^{er} semestre, une analyse physico-chimique de type C3, C4a, C4b et C4c ; - au 2nd semestre, une analyse physico-chimique de type C4a. <p>Les prélèvements, exécutés dans les règles de l'art, seront effectués dans les ouvrages existant sur le site, à savoir les 3 piézomètres et la vanne de régulation du trop plein de la gravière.</p> <p>Le niveau piézométrique de la nappe est relevé et consigné lors de chaque prélèvement. Les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue semestriellement les analyses prescrites par son arrêté. Le bureau d'étude, pour le compte de l'exploitant, prend en charge les résultats bruts donnés par le laboratoire d'analyse pour en faire un rapport exploitable avec une conclusion.</p> <p>Les deux derniers rapports d'analyse ont été regardés par l'inspection. Les résultats et conclusions sont cohérents aux prescriptions.</p> <p>Cependant, il a été noté que les résultats ne sont pas reportés dans GIDAF (application de</p>

Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). L'inspection demande à l'exploitant de compléter régulièrement la base GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance-Bruit

Prescription contrôlée :

Tous les rejets et émissions canalisés doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant (...) L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, (...) ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Constats :

L'exploitant n'a pas, excepté après la première année d'exploitation, réalisé de contrôle acoustique pour le site Gravière Lauterbourg, lieu dit Epfrich-Ruecken. L'arrêté ne l'ayant pas demandé explicitement.

Ce contrôle sera réalisé dans le cadre du dossier de renouvellement de l'autorisation. A ce stade, l'inspection ne demande pas de mesures de niveaux sonores spécifiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 16

Thème(s) : Autre, Remblayage

Prescription contrôlée :

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit, sauf exception motivée pour des raisons de sécurité.

Constats :

L'exploitant réalise les remblayages avec des matériaux existant naturellement sur le site. Cela n'appelle pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 25.2

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Constats : Le plan de gestion des déchets a été montré à l'inspection. Il date du mois d'août 2022. Le plan présenté n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.
Constats : Il n'y a pas de stockage de déchets inertes d'extraction sur le site au sens de la définition de l'arrêté ministériel. Les déchets extraits sont directement utilisés en remblayage. Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11,5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Il n'y a pas de stockage de déchets inertes d'extraction sur le site au sens de la définition de l'arrêté ministériel. Les déchets extraits sont directement utilisés en remblayage. Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 29,2
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : (...) Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29/07/2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21/11/1979 et aux arrêtés ministériels du 28/01/1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets. L'arrêté du 07/07/2005 fixe les informations devant être contenues dans ces registres. Ces registres doivent être conservés au moins cinq ans.

Constats :

Il n'y a pas de déchets dangereux sur le site au lieu dit Epfrich-Ruecken.

L'exploitant tient néanmoins un registre commun des déchets pour l'ensemble de ses sites « Gravière de Lauterbourg » (Traitement et Stockage).

Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

